



Membre d'honneur
le Dalai-Lama

LETTRE OUVERTE

Paris, le 15 septembre 2023

Madame Ursula von der Leyen
Présidente de la Commission européenne
Bâtiment Berlaymont
Rue de la Loi 200
B – 1000 Bruxelles

Madame la Présidente,

Le 13 septembre, lors de votre discours sur « l'état de l'Union », **vous avez envoyé un signal extrêmement négatif sur le manque d'ambition de la Commission européenne à présenter le paquet législatif consacré à l'amélioration de la condition animale dans les élevages, les transports et abattoirs.**

Cette révision des réglementations européennes, annoncée dès 2020, devait être publiée cet automne, basé sur les avis scientifiques rendus par l'EFSA et partant du constat, de la Commission elle-même dans son bilan de qualité publié en 2022, que **les textes actuels sont obsolètes et incomplets.**

Le comité d'examen de la réglementation a déjà validé la proposition qui lui a été présentée par la Commission européenne, et qui s'inscrit dans la stratégie « de la ferme à la fourchette », pourtant d'après votre feuille d'intention, également publiée le 13 septembre, il ne ferait plus partie des priorités du pacte vert européen.

Ce n'est peut-être pas la priorité d'une potentielle candidate à sa propre réélection, qui doit pour cela composer avec la position des droites européennes hostiles à toute amélioration de la condition animale, mais **c'est une priorité pour les citoyens qui se sont mobilisés à travers l'ICE pour la fin des cages notamment.**

Cette révision est l'occasion d'uniformiser la législation pour protéger les éleveurs de distorsions de concurrence entre les différents Etats membres, mais aussi de garantir la compétitivité du secteur agricole grâce à l'inclusion de mesures miroirs afin que les produits importés respectent les normes imposées aux producteurs européens.

.../...

FONDATION BRIGITTE BARDOT

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET EN DATE DU 21 FÉVRIER 1992

28, rue Vineuse - 75116 Paris - France • Tél. 01 45 05 14 60 • Fax 01 45 05 14 80 • CCP Paris 662 05T





Le 23 août, mes collaborateurs se sont entretenus avec le ministre français de l'Agriculture, Marc Fesneau, qui s'est dit favorable à cette nécessaire révision de la législation, en particulier la sortie progressive de l'élevage en cages avec un accompagnement de la filière cunicole.

En sacrifiant cette révision attendue sous des prétextes inflationnistes, vous donnez raison au lobby Copa-Cogeca pour que rien ne soit fait pour améliorer le sort des bêtes. Vous trahissez aussi les Etats qui souhaitent s'engager et accompagner les bonnes pratiques, et ceux qui au sein de votre Commission travaillent, depuis des années, à élever les normes européennes de « bien-être animal ».

Je sais que de nombreux élus vous ont interpellée, en séance plénière au Parlement européen et par écrit, mais aucune réponse ne leur a été apportée. Cette attitude est choquante, votre silence est perçu comme du mépris envers la forte mobilisation citoyenne. **Si la Commission devait réellement abandonner cette révision, annoncée et attendue, ce serait un déni de démocratie, un scandale !**

Un scandale qui s'ajoute à vos propos tout aussi scandaleux sur un possible changement de statut du loup en Europe pour faciliter, et même encourager, sa destruction. Les mesures de protection des troupeaux ne sont pas mises en place, mais aucun contrôle n'est fait par la Commission sur leur mise en œuvre, pourtant financées par des fonds européens... Tellement plus facile de crier au loup et tirer, sans tenir compte des rapports scientifiques qui démontrent clairement que ces plans d'abattage ne font que disperser les meutes et favoriser leur extension.

Madame la Présidente, **vous avez le pouvoir d'agir**, le pouvoir de changer le sort de millions d'animaux détenus dans des conditions indignes, élevés en cages ou entassés dans des bâtiments, transportés durant des jours et parfois même des semaines dans des conditions ignobles. **Je n'ai pas le pouvoir de supprimer ces horreurs infligées à des êtres sensibles**, dans une course au profit, cette impuissance face à leur souffrance me plonge dans le désespoir, vous qui pouvez agir ce ne devrait pas être un choix mais un devoir !

Peut-on encore compter sur vous ?

Brigitte Bardot
Présidente